

"Le rôle des élus est de porter des projets répondant à l'intérêt général."

Décembre 2011

Jean-Noël Carpentier, maire de Montigny-lès-Cormeilles (Val-d'Oise) a pris l'initiative de l'ambitieux projet de requalification de la RD14, l'une des principales routes commerciales d'Île-de-France. Il en a confié l'étude à l'agence Seura (David Mangin).



Cela ressemble à un challenge, pourquoi vous êtes-vous lancé dans ce projet ?

Le premier objectif de notre réflexion était d'améliorer la qualité de vie des habitants de Montigny-lès-Cormeilles. Nous subissons une situation établie depuis plusieurs décennies, les exigences et les aspirations en terme d'habitat et de cadre de vie ont évolué, il est temps d'en tenir compte. Avec ce projet nous souhaitons transformer cet axe monofonctionnel en un centre-ville mixte, en y implantant des logements, des services et des loisirs, comme un cinéma par exemple. Je n'ignore pas les enjeux financiers, mais je suis convaincu que l'intérêt général et l'intérêt économique des opérateurs privés peuvent se rejoindre dans un projet gagnant – gagnant, visant à servir l'intérêt général.

Aujourd'hui, le projet existe, quelle a été votre stratégie pour l'enclencher ?

La première étape a consisté à démontrer qu'il était possible. Le travail de David Mangin a été très utile dans ce sens et nous avons parallèlement pris les dispositions nécessaires pour geler les autorisations et rendre le PLU cohérent avec notre vision. Mais, surtout, ce qui était au départ une initiative communale est devenu un projet d'axe. Neuf maires des communes riveraines de la RD14 sont aujourd'hui impliqués pour obtenir la prolongation du tramway T8 jusqu'à Cergy-Pontoise. C'est un élément décisif, la colonne vertébrale du projet. Le département est associé au projet ainsi que l'État, puisque la RD14 fait partie des sites pilotes soutenus dans le cadre de l'Atelier national des territoires économiques*. Je tiens d'ailleurs à saluer la qualité du travail réalisé par l'équipe de l'Atelier.

Comment voyez-vous votre rôle dans la mise en œuvre ?

Maintenant que le projet est stabilisé politiquement, à la bonne échelle territoriale, le rôle des élus est de convaincre les opérateurs privés, notamment les enseignes présentes sur place, qu'ils ont intérêt à investir pour se transformer. Certains sont là depuis 40 ans ! L'idée est de mieux organiser l'offre commerciale sur la zone pour l'améliorer et répondre à une demande sociale légitime de qualité urbaine. Sortir d'une situation établie peut être perçu comme une prise de risque pour les opérateurs privés, sauf si l'on considère que le sens du projet est de rendre la zone plus dynamique qu'elle ne l'est aujourd'hui.

** Atelier animé par le ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement. Neuf sites à dominante commerciale ont été retenus. Pendant une année, une équipe de concepteurs de haut niveau entourée d'experts pluridisciplinaires est mise à la disposition des élus pour construire avec eux un projet de territoire ([en savoir plus](#)). [Voir la contribution de Convergences-CVL à l'Atelier national](#)*

